



Cantal (arrondissement d'Aurillac). — M. Adrien Bastid, gauche républicaine, 8,899 voix, élu; M. Léon Cabanes, union républicaine, 7,084.

(En remplacement de M. R. Bastid, décédé.)

Les élections du 23 mai ne pourront que très-difficilement être présentées au public comme un succès pour la République. La feuille de M. Gambetta n'ose pas aller jusque-là, et son embarras est aussi visible que la satisfaction des journaux « amnistieus de profession ».

La commission du budget a tenu samedi une longue séance; elle a entendu M. Fallières, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, sur le budget des cultes. M. Fallières a demandé à la commission de n'apporter que très-peu de modifications dans le budget des cultes, afin de donner au gouvernement toute la force dont il a besoin pour faire exécuter les décrets.

Il paraît que cet argument, dont on ne saisit pas bien la logique, a fait impression sur la commission, et qu'elle aurait accordé toutes les augmentations demandées. Cela n'empêche pas le cabinet d'être fort perplexé au sujet de l'application de ces mêmes décrets, et, dans les couloirs de la Chambre, on parle de nouveau d'une crise prochaine du cabinet.

C'est bien des républicains que l'on peut dire qu'ils n'ont rien appris, et il faut ajouter qu'ils ont tout oublié.

On les a vus sous la Restauration, sous le gouvernement de Juillet, sous l'Empire, réclamant à cor et à cri :

La liberté de la presse,  
Le droit d'association,  
La liberté de conscience,  
L'économie dans les finances, etc., etc.

Les voilà au pouvoir, que font-ils ?  
La presse, ils n'ont rien fait pour elle, mais ils entendent la soumettre à leur bon plaisir ;

Le droit d'association, ils le foulent aux pieds en dissolvant les associations religieuses ;

La liberté de conscience, ils la sacrifient à la libre-pensée en mettant des entraves à l'exercice du culte catholique qui est cependant professé par la grande majorité des Français ;

L'économie des finances, comment l'entendent-ils ? Ils nous chargent d'un budget de plusieurs milliards.

Voilà dans quelle voie ils sont lancés, et tout fait prévoir qu'ils ne sont pas disposés à s'arrêter en si périlleux chemin.

L'un des chefs de la secte, le citoyen Raspail, qui proposait hier la glorification de la prise de la Bastille, demande aujourd'hui que les chapelains de Sainte-Geneviève soient supprimés, et que l'église dédiée à la patronne de Paris reprenne le nom de Panthéon et serve désormais à la sépulture des héros de sa trempe et de sa taille.

Une proposition dans ce but a été déposée sur le bureau de la Chambre.

mière pierre.

On ne me disait pas cela. Aussi, quand ils repartirent, je pleurais moins, et après plusieurs expéditions, les ayant vus revenir sans la moindre blessure, je les regardais comme invulnérables et ne me tourmentais plus que raisonnablement.

Au retour d'une de ces expéditions, Mohamed-Ben-Messaoud se plaignit à mon père de ne pouvoir obtenir justice. Ses démarches près le gouvernement restaient infructueuses. Il était indigné. Les ferkas de sa tribu avaient, disait-il, acquitté leur dîme (le tokor, l'achour et le bezma) au bach-agah; le bach-agah soutenait l'avoir remise aux Français, et pourtant les Français la réclamaient comme si elle ne leur eût point été payée. Le Caïd protestait, jurait que sa langue se sécherait comme le Sebka en juillet, avant d'ordonner à sa tribu de réacquiescer ses impositions; il en avait assez des hommes de parole, il retournerait à son douar; ce qui arriverait était écrit.

Mauvaise affaire ! dit mon père à mon parrain, mauvaise affaire si Mohamed retourne à son douar mécontenté. A-t-il tort ? a-t-il raison ? je n'en sais rien. Le vrai est difficile à savoir. Les Arabes sont menteurs ! mais il est vrai aussi que nos administrations civiles, de création récente, ne sont pas régularisées. Dans les embarras des premiers moments, des administrateurs ont été nommés un peu à la légère, un peu pris partout; et les ambitieux,

Ainsi se trouve jetée sur le tapis de la politique la grave question de la fermeture des églises.

A la suite des deux notes du Comité contremandant la manifestation du 23 mai, le *Mot d'Ordre* a publié l'article suivant qui est un audacieux appel à la guerre civile :

« Peuple,

» Tes meilleurs députés, morts pour toi, comme Millière ou bannis comme Gambon, avaient porté à Bordeaux un pacte d'accusation contre les pires, ceux qui siègent encore aujourd'hui au Palais-Bourbon, les traîtres de la Défense nationale, les hommes du 4 septembre 1870.

» Reprends l'accusation. Elle n'est pas périmée. Justice n'est pas faite; le procès pas fini. Ils restent accusés. Leur crime a continué et même s'est aggravé. Ils ont tué leurs accusateurs; mais ils ne les ont pas tous tués. Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas... les vivants le peuvent. Les traîtres le savent; ils le craignent. C'est pourquoi pas d'amnistie. Ils tiennent à l'écart leurs victimes au bagne, au ban, dans leurs geôles et leurs chiourmes; ils n'ont pu tout mettre dans leurs fosses; et comme des sauvages ivres, ils dansent sur les vaincus morts ou mourants.

» Delescluze en terre, Trinquet au bagne et Gambetta à table !

» Et pour garder leur tête, ils ont à la tête de l'armée leurs complices du passé et du présent, des chefs qui ont vengé leur défaite de Sedan par leur victoire de Paris. Ils ne veulent pas d'amnistie. Eh bien ! soit. Ils ne l'auront pas. Ils ne seront pas acquittés. Un jour, et bientôt, tes revenants, par ton ordre et ton vote, remonteront à la tribune, reprendront l'acte, redemanderont compte au crime et changeront son fauteuil en sellette. Joignant les nouvelles charges aux anciennes, ils diront au plus coupable, à l'assermenté de l'Empire, au successeur de Morny dans son crime, son siège et son lit :

» Etranger comme Bonaparte, parjure comme Bonaparte, vous avez trahi la République et la France, sous prétexte de rallier les royalistes, mais pour exploiter la République que vous aviez perdue et que nous avons sauvée. Vous avez, vous et les vôtres, fait de Paris l'abattoir des républicains, de la République votre curée, de la France votre victime. Fidèle à vos serments à l'Empire, vous avez hérité de toute la peur et de la haine monarchique contre la vile multitude; vous avez reçu et gardé de son plus cruel ennemi la clé des bagues du peuple, vous avez retenu tous les droits de sa souveraineté, presse, réunion, association, l'insultant par dessus le marché, le déclarant indigne de la liberté par l'imbécile Freycinet, et le menaçant, s'il proteste, par l'horrible Galliffet, prêt enfin à creuser un dernier trou pour la question sociale par une nouvelle hécatombe d'ouvriers. Votre parricide a duré dix ans, de 70 à 80.

» C'est moins que les autres, en durée seulement, mais plus en crime... Vous avez

tué plus de républicains que toutes les monarchies. Assez ! Votre tyrannie doit finir comme toute tyrannie par la chute du tyran. Au nom du peuple, nous prononçons votre déchéance comme celle de l'Empire. Allez finir comme les autres Césars en exil. Retournez à San-Sebastien vous baigner ou plutôt vous pendre à l'olivier de Judas... car, souillé du vert de gris de l'emprunt Morgan, du sang et des larmes de Belleville, toute l'eau de la mer, de San-Sebastien à Biarritz, ne vous lavera pas d'un crime qu'aucune peine ne peut punir. Allez avec le voile noir de Mirabeau sur la tête, avec la honte perpétuelle du traître qui ne peut plus être prescrite que par l'oubli.

Cela est signé : Diogène. Diogène, c'est Félix Pyot; mieux que cela encore, c'est le prolétariat socialiste réclamant aux triomphateurs de l'opportunisme, aux jouisseurs de la bourgeoisie républicaine, sa « place au soleil ». Tandis que les révolutionnaires de l'habit noir s'enivrent à la table du banquet, tandis que M. Jules Grévy tranche du souverain, que son auguste frère se prélassé dans les douceurs de sa vice-royauté, que M. Gambetta plonge dans une baignoire de marbre précieux ses membres fatigués, tandis que les souteneurs de la République s'en disputent les honteuses faveurs et les scandaleux bénéfices, les révolutionnaires de la carnagione font entendre leurs revendications sinistres. Comme autrefois sous la Commune, ils prononcent des condamnations et organisent les pelotons d'exécution.

Le conseil des ministres s'est réuni dimanche à l'Elysée sous la présidence de M. Grévy.

Plusieurs questions graves ont été examinées, entre autres le vote du budget de 1884 et le serment militaire à l'occasion de la distribution des drapeaux.

Le gouvernement est très-embarrassé relativement au budget; on sait que les dispositions de la commission lui font craindre des retards calculés qui auraient pour but de forcer la mise en exécution des décrets du 29 mars.

L'éventualité d'une crise ministérielle a été prévue, et M. de Freycinet serait, nous assure-t-on, résigné à donner sa démission si la majorité lui met le marché à la main.

En ce qui concerne la distribution des drapeaux, on renoncerait à la formalité du serment militaire, sur l'avis du président du conseil qui est partisan d'éviter tout ce qui peut être occasion de conflit soit dans la population civile soit dans l'armée.

Voici les sept points principaux sur lesquels la commission chargée d'examiner le projet de réforme municipale a enjoint à M. Constans, successeur de M. Lepère, de lui donner satisfaction dans leur prochaine entrevue :

1° Le mode de nomination des maires. La commission veut faire élire les maires par les conseils municipaux, dans toutes les communes sans exception;

Son fils, un exalté, un Sidi Embarech en herbe, a épousé des filles des chefs des Hachems et des Beni-Arvas, gens sujets à caution, qui comptent qu'un envoyé du Prophète réunira leurs tribus errantes pour en faire la reine des nations du monde. La tribu de Mohamed se déplace sans cesse. Ces migrations pourraient bien n'avoir pour but que d'opérer des reconnaissances et étudier nos forces, nos moyens d'attaque et de défense, et ma conviction est que Mohamed s'affranchira de son serment de soumission si l'on ne s'empresse pas de faire droit à sa requête.

(A suivre.)

AUGUSTA COUPREY.

**Théâtre de Saumur.**  
Mercredi 26 mai 1880,  
Une seule représentation donnée par  
**Les Artistes de l'Ambigu**  
DE PARIS.  
**ROBERT MACAIRE**  
Pièce légendaire en 7 actes et 8 tableaux, de MM. St-Amant, Paul Antier et Frédéric Lemaître.  
PRÉCÉDÉE DE  
**L'Auberge des Adrets**  
Prologue en 2 parties.  
Bureaux à 7 h. 1/2; rideau à 8 h.  
S'adresser, pour la location, chez M. COUPREY, rue de la Comédie, et, pour avoir des cartes à l'avance, chez le Conciergé du Théâtre.

2° Le rétablissement de la mairie centrale de Lyon;

3° Le rétablissement de maires élus à Paris, ou l'association plus directe des conseils municipaux au préfet de la Seine, pour l'administration municipale;

4° L'institution d'un comité administratif chargé de participer avec le maire dans les communes à la gestion des intérêts municipaux, comme la commission permanente des conseils généraux assiste les préfets;

5° La publicité facultative des séances des conseils municipaux;

6° La restriction des pouvoirs quant à la durée et à l'étendue — des commissions municipales appelées à remplacer temporairement les conseils municipaux dissous ou suspendus;

7° L'établissement d'une proportionnalité plus exacte entre le nombre des conseils municipaux et la population des communes.

On annonce que des réunions privées s'organisent, dans lesquelles les membres du petit groupe que dirige le prince Jérôme tenteront un effort désespéré pour rallier les éléments en débandade de l'ancien parti bonapartiste.

Nous apprenons en outre que M. Pansel prononcera très-prochainement, à Tours, un discours aux déclarations duquel les jacobins attachent beaucoup d'importance.

Le maire de Montpellier vient d'interdire les processions sur la voie publique.

L'arrêté porte que, vu l'état des esprits, les processions pourraient donner lieu à de sérieux conflits.

Chose digne de remarque ! Tous les considérants sur lesquels se fondent ces arrêtés de proscription reposent sur cette singulière allégation que les cérémonies du culte catholique peuvent occasionner des troubles et provoquer des conflits.

Le gouvernement de la République ne croit donc pas assez fort pour réprimer les désordres de la rue et protéger la liberté des cultes contre la turbulence des libres-penseurs ? S'il avait véritablement le sentiment de sa force, il ne tolérerait certainement pas que ses agents municipaux se servissent de pareils moyens pour motiver leurs injustices.

La question de la suppression des processions a été agitée dans une des dernières séances du Conseil municipal d'Angoulême. Six membres ont voté la suppression, huit l'ont repoussée, six se sont abstenus. Ainsi la liberté des cultes est maintenue à Angoulême.

Voici le texte de la circulaire que M. Freppel, évêque d'Angers, vient d'adresser aux électeurs de la 3<sup>e</sup> circonscription de Brest :

« Messieurs,

» En me voyant accepter une candidature qui m'avait été offerte avec tant de spontanéité par un grand nombre d'entre vous, personne n'a pu se méprendre sur vos intentions ni sur les miennes. Il faudrait fermer les yeux à l'évidence pour ne pas voir que les plus graves intérêts religieux de notre pays sont actuellement en cause devant la Chambre des Députés. Au jugement de l'épiscopat, du clergé et des catholiques de la France entière, les décrets du 29 mars dernier sur les congrégations religieuses atteignent l'Eglise dans plusieurs de ses institutions les plus fécondes. Un projet de loi récent sur les fabriques paroissiales ne tend à rien moins qu'à porter le trouble et la ruine dans l'organisation matérielle du culte. Avec l'exclusion de tout enseignement religieux, c'est l'école sans Dieu et sans foi qu'on a l'intention de rendre obligatoire pour tous. Il n'y a pas jusqu'à la source même du sacerdoce que plusieurs ne voudraient tarir en imposant aux élèves de nos grands séminaires un service incompatible avec leur vocation et leur ministère futur. Bref, il ne se passe guère de jour où quelque entreprise de ce genre ne vienne menacer la Religion catholique dans ses droits et dans ses libertés.

» Devant une telle situation, vous avez pensé que la présence d'un évêque au Parlement pourrait avoir son utilité, ne serait-ce que pour y faire entendre des paroles de



